



**Le ministre secrétaire générale à la présidence de la République a instruit le ministre Paul Atanga Nji d'organiser leur retour dans leurs administrations respectives.**

Une correspondance du secrétaire général à la présidence de la République, adressée au ministre de l'Administration territoriale, a fuité sur les réseaux sociaux dans la journée du 12 septembre 2018.

Dans cette missive, Ferdinand Ngoh Ngoh instruit le Minat, Paul Atanga Nji, de procéder à la «réinstallation des autorités administratives dans les arrondissements du Nord-ouest et du Sud-ouest».

Le Sgpr précise que ce message est une «très haute instructions du chef de l'État», et demande que cela se déroule au plus tard le 10 septembre, «en présence des représentants du Mindef, du Sed, de la Dgsn et de la Dgre ».

Selon Ferdinand Ngoh Ngoh, quinze responsables ont quitté leurs postes de fonction depuis l'intensification des violences dans les zones anglophones. Des violences très souvent marquées par des enlèvements de responsables, membres de l'administration camerounaise. Ce fut le cas avec le sous-préfet et le délégué des Affaires sociales de Batibo en février dernier. Le premier cité avait finalement été déclaré mort par le Minat.

La liste des responsables ayant fait désertion comprend deux premiers adjoints préfectoraux et 13 sous-préfets. Ils proviennent de six départements des deux régions anglophones : Menchum, Momo, Lebialem, Ndian, Meme, et Kupe-Manenguba.

Le quotidien Le jour révèle que cette réinstallation fixée au 10 septembre n'a pu être possible. Le journal indique qu'au ministère de l'Administration territoriale, on argue que la Conférence semestrielle des gouverneurs de Régions « a fait qu'on ne puisse pas respecter l'instruction présidentielle ».

Sur le terrain cependant, on note une intensité toujours croissante dans les violences. Cette semaine, des sources ont rapporté de violents affrontements dans la ville de Buea, suivi d'un exode massif de la population.

L'ambition des militants sécessionnistes semble claire : rendre ces régions ingouvernables à l'approche de l'élection présidentielle, et surtout du 1er octobre, date marquant la réunification du Cameroun.

**JournalduCameroun**

---